

La souveraineté alimentaire

15-1-2003

Qu'est ce que la souveraineté alimentaire ?

La souveraineté alimentaire désigne le DROIT des populations, de leurs Etats ou Unions à définir leur politique agricole et alimentaire, sans dumping vis à vis des pays tiers.

La souveraineté alimentaire inclut:

- la priorité donnée à la production agricole locale pour nourrir la population, l'accès des paysan(ne)s et des sans-terre à la terre, à l'eau, aux semences, au crédit. D'où la nécessité de réformes agraires, de la lutte contre les OGM (organismes génétiquement modifiés) pour le libre accès aux semences, et de garder l'eau comme un bien public à répartir durablement.
- Le droit des paysan(e)s à produire des aliments et le droit des consommateurs à pouvoir décider ce qu'ils veulent consommer et qui et comment le produit.
- le droit des Etats à se protéger des importations agricoles et alimentaires à trop bas prix,
- des prix agricoles liés aux coûts de production: c'est possible à condition que les Etats ou Unions aient le droit de taxer les importations à trop bas prix, s'engagent pour une production paysanne durable et maîtrisent la production sur le marché intérieur pour éviter des excédents structurels.
- la participation des populations aux choix de politique agricole.
- la reconnaissance des droits des paysannes, qui jouent un rôle majeur dans la production agricole et l'alimentation.

D'où vient le concept de souveraineté alimentaire ?

Le concept de souveraineté alimentaire a été développé par Via Campesina et porté au débat public à l'occasion du Sommet Mondial de l'Alimentation en 1996 et présente une alternative aux politiques néolibérales. Depuis, ce concept est devenu un thème majeur du débat agricole international, y compris dans les instances des Nations Unies. Ce fut le thème conducteur du forum des ONG parallèle au sommet mondial de l'alimentation de la FAO de juin 2002.

Les politiques néolibérales détruisent la souveraineté alimentaire

Les politiques néolibérales donnent la priorité au commerce international et non à l'alimentation des populations. Elles n'ont en rien contribué à éradiquer la faim dans le monde, Au contraire, elles ont accru la dépendance des populations envers les importations agricoles. Et elles ont renforcé l'industrialisation de l'agriculture, en mettant en danger le patrimoine génétique, culturel et environnemental de la planète, ainsi que notre santé). Elles ont contraint des centaines de millions de paysan(ne)s à l'abandon de leurs pratiques agricoles traditionnelles, à l'exode rural, ou à l'émigration.

Des Institutions internationales comme le FMI (Fonds Monétaire International), la Banque Mondiale, et l'OMC (Organisation Mondiale du Commerce) ont mis en œuvre ces politiques dictées par les intérêts des firmes transnationales et des grandes puissances. Des accords internationaux (OMC), régionaux (Accord de Libre Echange des Amériques ALCA) ou bilatéraux de « libre »-échange des produits agricoles permettent en fait à celles-ci de contrôler le marché mondialisé de l'alimentation. L'OMC est une institution totalement inadéquate pour traiter les questions relatives à l'alimentation et l'agriculture. Via Campesina demande donc que l'OMC se retire de l'agriculture.

Le fléau des importations à bas prix : le dumping détruit la production alimentaire

Dans le monde entier, des importations agricoles à bas prix détruisent l'économie agricole locale; c'est le cas du lait européen importé en Inde, du porc US dans les Caraïbes, de la viande et des céréales UE en Afrique, de l'alimentation du bétail en Europe, etc. Ces produits sont exportés à bas prix grâce à des pratiques de dumping. Les Etats-Unis et l'Union Européenne ont fait entériner par l'OMC une nouvelle pratique de dumping, qui remplace les aides à l'exportation par une forte baisse de leurs prix agricoles, associée à des paiements directs payés par l'Etat.

Pour réaliser la souveraineté alimentaire, il est indispensable d'arrêter le dumping !

La souveraineté alimentaire inclut un commerce international juste

La Souveraineté Alimentaire ne s'oppose pas aux échanges mais à la priorité donnée aux exportations : elle permet de garantir aux populations la sécurité alimentaire, tout en échangeant avec d'autres régions des productions spécifiques qui font la diversité de notre planète. Il faut donner à ces échanges un nouveau cadre, sous l'égide des Nations Unies, qui :

- donne la priorité à la production locale, régionale avant l'exportation,
- autorise les Etats/Unions à se protéger des importations à trop bas prix,
- autorise des soutiens publics aux paysans, à condition qu'ils ne servent pas directement ou indirectement à exporter à bas prix,
- garantisse une stabilité des prix agricoles au niveau international par des accords internationaux de maîtrise de la production.

L'accès aux marchés internationaux n'est pas une solution pour les paysans

Le problème des paysans c'est (avant tout) le manque d'accès à leurs propres marchés locaux à cause des prix trop bas pour leurs produits et des pratiques de dumping à l'importation auxquelles ils sont confrontés. L'accès aux marchés internationaux concerne seulement 10% de la production mondiale ; il est contrôlé par des firmes transnationales et les plus grandes entreprises agro-industrielles.

L'exemple des produits tropicaux est à cet égard extrêmement révélateur : ils bénéficient d'un accès quasiment libre dans les pays du Nord et les familles paysannes du Sud n'en ont tiré aucun bénéfice ni amélioration de leur situation.

Les politiques agricoles doivent soutenir une agriculture paysanne durable

Pour être en mesure d'exercer leur souveraineté alimentaire, les pays du Nord comme du Sud doivent pouvoir soutenir leur agriculture afin de garantir le droit à l'alimentation de leurs populations, de préserver leur environnement, de développer une agriculture durable et de se protéger du dumping. Ils doivent pouvoir aussi être en mesure de soutenir leur agriculture pour l'accomplissement d'autres tâches d'intérêt public, qui peuvent être différentes selon les pays et leurs traditions culturelles. Mais actuellement, les Etats Unis et l'Union Européenne en particulier abusent des soutiens publics pour réduire artificiellement leurs prix de marché interne et pratiquer le dumping de leurs excédents sur les marchés internationaux, en détruisant l'agriculture paysanne au Nord et au Sud.

Des alliances sont indispensables

Depuis plusieurs années Via Campesina a joué un rôle moteur dans le développement de réseaux internationaux regroupant des mouvements sociaux, environnementaux, ONG de développement, consommateurs, etc. De Seattle à Gênes et à Porto Alegre, ces réseaux développent des propositions et des stratégies indispensables pour faire cesser les politiques néolibérales et développer des politiques solidaires.

Que faire concrètement ?

Prendre contact avec les organisations membres de Via Campesina pour soutenir des initiatives et actions locales, nationales comme des occupations de terres, des initiatives de production paysanne durable, la défense des semences locales, des actions contre les OGM et le dumping, etc.

Il est aussi important de porter ce débat dans vos organisations ainsi qu'à et à vos gouvernements et parlements. Au niveau international vous pouvez participer à la journée mondiale des luttes paysannes le 17 avril.

La Via Campesina